

CONTRIBUTION ALTERNATIVE MOBILE A LA CONSULTATION PUBLIQUE

REVUE STRATEGIQUE DU SPECTRE POUR LE TRES HAUT DEBIT MOBILE

Paris, le 16 février 2015

Le secteur de la téléphonie mobile en France est en pleine phase de restructuration. Cette phase de consolidation - avec un risque de retour à 3 opérateurs - soulève de nombreuses craintes dans l'écosystème de la téléphonie mobile quant à la préservation d'un environnement concurrentiel dynamique, bénéfique pour les consommateurs.

Or, les MVNO jouent un rôle essentiel pour animer la concurrence et prévenir ainsi, par leur dynamisme, la reconstitution d'un oligopole aux effets préjudiciables pour les consommateurs, comme on a pu en connaître au début des années 2000. Les MVNO se trouvent être à l'origine de nombreuses innovations à destination des consommateurs, par le développement de nouveaux services à valeur ajoutée et de nouvelles offres tarifaires, qui se diffusent ensuite au bénéfice de l'ensemble du secteur.

Les MVNO se trouvent cependant aujourd'hui dans une situation critique : faiblesses des parts de marché sur le marché résidentiel, difficulté d'adresser le marché professionnel, impossibilité de répliquer dans des conditions de rentabilité minimale les offres de détail des MNO, discrimination technique (difficultés d'accès à la 4G notamment).

Du fait de ces difficultés, les MVNO ne sont pas épargnés par le mouvement de concentration actuellement à l'œuvre sur le marché, plusieurs d'entre eux ayant été contraints ou risquant d'être contraints de céder leur activité au profit de leur MNO.

Dans ce contexte, il convient de souligner que le prochain appel à candidatures pour les fréquences de la bande 700 MHz demeure **une étape déterminante pour le développement d'un environnement concurrentiel dynamique** dans la téléphonie mobile, **en permettant aux MVNO de continuer à jouer pleinement leur rôle d'aiguillon concurrentiel sur le marché de la téléphonie mobile.**

Il convient de rappeler que les engagements d'accueil en faveur des MVNO, qui avaient été souscrits volontairement par les opérateurs de réseaux dans le cadre de l'attribution des fréquences résiduelles 3G et des fréquences 4G - et qui leur ont permis en outre d'économiser plusieurs milliards d'euros -, se sont vus vidés de leur substance.

En effet, comme l'ARCEP a pu récemment le souligner dans le cadre de son avis n° 2012-1455 relatif à la situation des MVNO sur le marché français de la téléphonie mobile, un certain nombre de MVNO ne parviennent pas à ce jour à répliquer - dans des conditions de rentabilité minimale - les offres proposées par les opérateurs de réseau.

A cet égard, l'Autorité de la Concurrence relevait, dans son avis du 21 janvier 2013 (avis n°13-A-02), que « *les conditions tarifaires (structure, niveau des prix de gros) des contrats liant les opérateurs mobiles virtuels aux opérateurs hôtes semblent (...) toujours limiter la*

capacité des MVNO à réellement concurrencer les opérateurs historiques sur le marché de détail ».

Cet avis a posé le principe de **l'indispensable espace économique** qui doit être laissé aux MVNO pour pouvoir répliquer les offres tarifaires des opérateurs de réseaux.

En particulier, l'explosion en cours et à venir des volumes d'usage data menace le modèle économique des MVNO.

En outre, alors que l'Autorité de la Concurrence rappelait que les engagements liés à l'attribution des fréquences 4G devaient en toute rigueur s'appliquer avant même le lancement des premières offres 4G commercialisées par les opérateurs de réseaux, les MVNO ont dû faire face à une stratégie dilatoire mise en place par les MNO sur la 4G.

En effet, même si des offres ont pu être transmises - plusieurs mois après le lancement de la 4G -, il s'avère que certaines d'entre elles se révèlent totalement inopérantes économiquement, vidant ainsi de leur substance les engagements souscrits par les opérateurs de réseaux, ou comportent d'importantes restrictions techniques nuisibles à l'autonomie commerciale des MVNO.

Dans un environnement qui tend à revenir à 3 opérateurs de réseaux, il est indispensable de donner aux MVNO les moyens de continuer à animer le marché de la téléphonie mobile en prévoyant, dans le cadre de ce prochain appel à candidatures, **des engagements stricts, clairs, précis et contraignants en faveur des MVNO** :

- **prix raisonnables** de chaque type de trafic au regard des coûts de production et du cadre réglementaire applicable le cas échéant concernant la prestation fournie par le MVNO (tant pour les MVNO Light que Full) , sans effet de ciseau tarifaire ;
 - o l'ARCEP pourrait à cet effet définir un modèle de répliquabilité dans le cadre d'un processus de consultation publique, de manière à pouvoir vérifier que les conditions tarifaires des MNO permettent aux MVNO de répliquer, dans des conditions économiques pérennes, les offres de détail de leur MNO sur l'ensemble des marchés professionnel, MtoM et résidentiel ;Ces prix de gros devront donc notamment tenir compte des économies réalisées par les MNO grâce à d'éventuels accords de mutualisation quelle qu'en soit la forme ;
- **proposition d'une structure tarifaire non fidélisante** (c'est-à-dire notamment sans droits d'entrée élevés, sans engagement de chiffre d'affaires ou de volume, sans minima de facturation ou encore sans abonnements mensuels par ligne) ;
- faire droit à toute demande **d'achat de capacité de réseau relative pour un montant fixe raisonnable** ;
- possibilité, sur les plans technique et tarifaire, de proposer des offres de détail similaires à celles des MNO **en même temps** que ces dernières, quel que soit le marché adressé (avec donc une transmission des propositions techniques et tarifaires des MNO très en amont du début de la commercialisation de leurs propres offres de détail, compte tenu des délais de mise en œuvre technique des solutions), et en particulier :
 - o **accès immédiat à la 4G** à des conditions tarifaires raisonnables et sans restriction technique et/ou commerciale (en termes de nombre de lignes éligibles ou de clients adressables par exemple) ;

- **extension à la future 5G** des contrats MVNO existants à des conditions tarifaires raisonnables et sans restriction technique et/ou commerciale ;
- ⇒ De manière générale, droit d'accès à des conditions économiques raisonnables **à l'ensemble des technologies**, donc des débits, basées sur les bandes de fréquences dont l'opérateur est titulaire, et ce dans un calendrier qui permette aux Light MVNO et aux Full MVNO de commercialiser ces technologies simultanément aux premières offres de leur opérateur hôte, quel que soit le marché adressé (résidentiel ou non résidentiel)
- préservation de conditions favorisant **le maintien de la diversité des typologies d'opérateurs MVNO**, Full ou Light, de tailles diverses.
- **la revente - dans des conditions économiques raisonnables - de toute prestation d'itinérance** par l'opérateur de réseau en bénéficiant aux MVNO ayant conclu un contrat d'accès à ses réseaux.
- en cas de fourniture d'une prestation d'itinérance, autoriser l'opérateur en bénéficiant **à la revendre** aux Light-MVNO et Full-MVNO ayant conclu un contrat d'accès aux réseaux de celui-ci.
- en cas d'accord de mutualisation de fréquences avec un ou plusieurs opérateurs, droit d'accès des MVNO ayant conclu un contrat d'accès avec les opérateurs concernés **à l'ensemble des fréquences concernées, dans des conditions économiques raisonnables**
- engagement contraignant sur un **niveau de qualité de service défini** vis-à-vis de leurs MVNO et sur une plus grande transparence en cas de dysfonctionnements techniques ;
- droit d'accès des MVNO **aux zones blanches dans des conditions raisonnables** ;
- possibilité pour les MVNO d'investir et de déployer **des offres femtocell et picocell**.

Ces engagements devront comporter des contraintes détaillées sur les plans **techniques, tarifaires et calendaires**.

De tels engagements apparaissent d'autant plus nécessaires que la récente décision de l'ARCEP n°2014-0192 dans le cadre du règlement de différend entre Omea Télécom et Orange a montré **la portée limitée** des engagements 3G et 4G souscrits par les MNO à l'occasion de l'attribution des fréquences résiduelles 3G et des fréquences 4G.

Dans ce contexte, les MVNO rassemblés au sein d'Alternative Mobile en appellent à la bienveillante attention de l'ARCEP pour que **des engagements contrôlables et contraignants** soient imposés dans le cadre de l'attribution de la bande 700 MHz, afin de garantir les conditions d'une animation de la concurrence par les MVNO.

Il s'agit d'un enjeu déterminant pour l'innovation, l'emploi et le dynamisme du secteur des télécommunications.